Mouvement de la paix

Les dépenses militaires contre la paix et la sécurité

> Samuel LEGROS (*)

Les augmentations envisagées du budget de l'armée belge, via la mécanique des vases communicants, induisent des réductions de dépenses vis-à-vis de la quasi-totalité des autres postes budgétaires. Malgré cela, l'opposition aux augmentations des dépenses militaires est loin de faire l'unanimité au sein de la société civile progressiste en Belgique.

© Photo Pixinio et schéma Vecteezy

Nombre d'associations sont réticentes à soutenir les campagnes contre la militarisation. En général, elles partagent la nécessité annoncée d'augmenter nos capacités militaires afin de nous défendre. Parfois aussi, ces associations accompagnent les discours sur la *crédibilisation* de l'action protectrice, stabilisatrice et/ou pacificatrice de nos pays sur la scène internationale.

Le mouvement de la paix, lui, pécherait par naïveté et se voilerait la face quant à la brutalité des relations internationales, quand il n'est pas suspect de complaisance avec les régimes qui justifieraient notre militarisation.

Rétroactes : le « ré » armement supersonique

L'emballement que nous observons ces derniers mois concernant l'augmentation des dépenses militaires est sidérant.

Bien sûr, l'acte de naissance du gouvernement Arizona annonçait la couleur. Dès le début de sa déclaration de politique générale en effet, le gouvernement évoque « un nouvel équilibre » budgétaire à chercher et prévient que « l'effort nécessaire pour redresser les finances publiques est considérable ». Le paragraphe qui suit est pourtant titré « Un environnement instable » et souligne que « la guerre [et] notre appartenance à l'OTAN […] exigent que nous renforcions notre défense dans les années à venir, avec les ressources financières nécessaires pour honorer nos engagements internationaux ».

Le gouvernement annonçait donc que la Belgique consacrerait 2 % de son PIB au budget militaire avant la fin de la législature (une augmentation d'environ 5,5 milliards d'euros du budget annuel de l'armée belge à partir de 2029). Dans le même temps, il évaluait à 23,3 milliards d'euros les économies qu'il entend organiser sur l'ensemble des autres services publics durant les cinq prochaines années [1].

Ainsi, l'état des dépenses publiques et le déficit jugé excessif de la Belgique justifient l'exclusion du chômage, le plafonnement des aides sociales, la non-indexation du budget des soins de santé, la « flexibilisation » accrue du marché du travail, les aménagements des fins de carrière et des niveaux de pension, les économies drastiques dans la politique d'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile, le rabotage d'un quart du budget de la coopération au développement, l'inexistence d'une politique d'adaptation et d'atténuation face au dérèglement climatique, etc.

1. Selon les tableaux budgétaires accompagnant l'accord de coalition, une grande partie de cette somme sera trouvée en réduisant les dépenses sociales (7,9 milliards) et le budget des services publics (5,2 milliards). De nouvelles recettes sont envisagées pour 2,3 milliards, tandis que le gouvernement table sur des « effets retour » (déjà dénoncés comme illusoires) d'investissement à hauteur de 7,9 milliards.

Tous ces postes budgétaires participent pourtant directement et de manière pérenne à notre sécurité et à celle de la planète. De leur côté, les dépenses militaires seraient à ce point nécessaires qu'elles seules [2] peuvent faire exception à la règle.

S'il est très difficile, voire impossible, de renégocier en cours de législature un point ne figurant pas dans l'accord de gouvernement, la question des dépenses militaires fait, une nouvelle fois, exception.

Ainsi, au moment de son investiture, Donald Trump déclarait vouloir se désengager du continent européen. À ce stade, ce ne sont que des mots, proférés par une personne coutumière des discours à l'emporte-pièce. Et pourtant, c'est le branle-bas de combat instantané en Europe et en Belgique. L'Europe propose son plan « Rearm Europe », doté de 800 milliards d'euros. Moins de trois mois après l'investiture américaine, l'Arizona décide de précipiter l'augmentation du budget de l'armée à 2 % du PIB... dès maintenant. À chercher dès cette année pour financer cette augmentation : 4 milliards d'euros. Plus de 17 milliards sur l'ensemble de la législature.

L'encre de cet accord est à peine sèche que la « nécessité » pour l'Europe de « prendre son destin en main » est aussitôt oubliée. Une nouvelle augmentation des budgets militaires est provoquée par le même Trump et reprise en chœur par le reste des membres de l'OTAN (Espagne exceptée). Le montant adopté lors du sommet de l'OTAN du 24 juin dernier est aberrant : 5 % du PIB (répartis en 3,5 % de dépenses militaires pures et 1,5 % d'investissements dans la sécurité au sens large, comme les infrastructures et la cybersécurité), et ce dès 2035. Cela représente pour la Belgique une augmentation annuelle de 22 à 24 milliards de son budget militaire.

Un débat public biaisé

Le débat public sur les questions de sécurité et de défense en Belgique se structure généralement autour de slogans et de vérités établies, parfois déconnectées de la réalité. Des raccourcis qui capitalisent sur un sentiment de peur et de menace et qui empêchent un débat démocratique rationnel et argumenté.

C'est ainsi, d'abord, que cette augmentation astronomique des dépenses militaires est présentée comme « urgente », vu le « désinvestissement chronique » dans nos armées ces dernières décennies. Comme si rien ne s'était passé avant, nous serions face à une « obligation » de « réarmement ».

Cette manière de présenter les choses, et de les structurer, ne tient pourtant pas compte des faits. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) nous rappelle ainsi qu'en 2024 « les dépenses militaires totales en Europe ont augmenté de 17 %, soit 83 % de plus qu'en 2015 ». Rien de moins que la plus forte augmentation régionale au monde. Dans ce contexte, le budget militaire de la Belgique ne fait pas exception, puisqu'il a doublé entre 2017 et 2024, passant de 3,9 à 7,9 milliards d'euros en sept ans. Durant cette période, l'armée belge a bénéficié de deux injections budgétaires sous le gouvernement Michel (2017–9,2 milliards) et le gouvernement De Croo (2022–10,2 milliards). Tous les partis traditionnels ont donc participé à ces augmentations successives [3]. Rappelons aussi que la Belgique a été en guerre sans discontinuer entre 2003 et 2023, alors que le budget de son armée gravitait autour des 1 %.

Notons que ces augmentations successives massives des dépenses militaires profitent d'abord et avant tout aux entreprises d'armement qui voient leurs carnets de commandes exploser. De nombreuses voix du discours public présentent pourtant ces nouvelles dépenses militaires comme des « investissements », pour lesquels on attend un retour positif sur l'ensemble de la société (lire article p. 9). Une sorte de keynésianisme militariste. Or, l'économiste Paul Van Rompuy (KUL) notamment, en parlant d'une « fable », rappelait récemment que le multiplicateur des dépenses militaires de l'UE n'était que de 0,5 % après deux ans [4]. À plus long terme, une étude de 2017 démontre que ces dépenses ont un effet négatif persistant sur la croissance économique [5], pour une création d'emplois à moyen terme moindre que dans d'autres secteurs de la société.

Les citoyens et citoyennes seraient bien en peine de se représenter concrètement et matériellement cette « nécessité », d'ailleurs rapidement fluctuante, de la « norme » budgétaire. Pourquoi 2 % ? Pourquoi 5 % ? Pourquoi pas 7 % ou 1,538 ? Qu'a-t-on besoin en plus qui justifie ces 5 % ? Pourquoi aurait-on besoin de telles choses plutôt que d'autres ? En quoi ces besoins supplémentaires ajoutent à notre sentiment de sécurité ? Y a-t-il, d'ailleurs, d'autres manières de travailler à cette sécurité ? Etc. L'état du débat public ne per-

« Le débat public sur les questions de sécurité et de défense en Belgique se structure généralement autour de slogans et de vérités établies, parfois déconnectées de la réalité. Des raccourcis qui capitalisent sur un sentiment de peur et de menace et qui empêchent un débat démocratique rationnel et argumenté. »

2. Plus précisément, l'accord de gouvernement souligne que trois postes vont faire l'objet d'un refinancement (outre quatre autres postes plus anecdotiques) : celui de l'armée étant de très loin le plus important. Viennent ensuite, les « départements de la sécurité » (l'accord prévoit notamment la privatisation d'un certain nombre de compétences policières) et une enveloppe supplémentaire pour les pouvoirs locaux en vue d'absorber l'impact de la politique d'exclusion du chômage.

3. Seuls Défi et le PTB n'ont pas participé aux gouvernements qui ont décidé d'une augmentation du budget de l'armée belge ces dernières années. À ce sujet, une autre idée reçue qui circule parfois au sujet des associations du mouvement de la paix est celle d'une collusion avec l'extrême gauche en général, et le PTB en particulier. Cet argument a toujours paru étrange et difficile à comprendre aux yeux de la CNAPD et d'autres associations du mouvement de la paix. Si en effet le PTB est le parti qui rejoint manifestement le plus nos arguments (sans probablement y adhérer complètement), il n'est aucunement associé aux discussions, délibérations et campagnes autour de ces sujets. Rien n'est envisagé avec ou autour de ce parti.

4. P. VAN ROMPUY, « Meer defensie-uitgaven, goed voor de economische groei ? Dat is een fabeltje », *De Standaard*, 1er mai 2025.

5. G. D'AGOSTINO, J-P DUNNE, L. PIERONI, « Does military spending matter for long-run growth ? », *Defense and peace economics*, 28/4, 2017.

© Illustration IA avec Copilot / Conception Stéphanie Baudot - Elsa Khater

met pas de discuter du contenu de ces politiques. La messe est dite derrière les portes fermées de l'OTAN ou de l'Union européenne, entre représentant·es des gouvernements des États membres. La parole est ensuite partagée sans autre forme de débat démocratique. Les pays mauvais payeurs sont ensuite sermonnés et battent publiquement leur coulpe.

La référence à la Russie suffit bien souvent à avorter tout débat[6]. Ici aussi, pourtant, il est étonnant de constater le peu de mise en perspective publique. Or, les dépenses militaires russes (149 milliards de dollars en 2024) ne représentent qu'une fraction (moins de 10 %) des dépenses combinées de tous les États membres de l'OTAN ; et moins d'un tiers du niveau actuel des budgets militaires des pays européens membres de l'OTAN (454 milliards de dollars). La question qui devrait peut-être se poser serait donc de savoir à quel ratio de (sur-)puissance nous nous sentirons, enfin, en sécurité.

À ce sujet, certaines associations progressistes réticentes à soutenir les campagnes contre la militarisation répondent que le niveau des dépenses militaires combinées des pays européens membres de l'OTAN ne veut pas dire grand-chose vis-à-vis de la Russie, vu le manque de vision stratégique et de commandement en Europe. D'après elles, le problème n'est pas tant de s'opposer à l'augmentation des dépenses militaires que de veiller à profiter de la versatilité du soutien étatsunien pour construire enfin l'Europe de la défense. Le problème ne serait donc pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux. On conviendra, pourtant, que ce problème est de nature politique et peut – doit ? – se poser sans ajouter dans l'équation, la nécessité d'une augmentation des budgets de l'armée.

« Si tu veux la paix, prépare la guerre »

Les discours de légitimation des politiques de « défense » se basent sur le présupposé de la dissuasion. Plus on est fort, moins on nous attaquera. Un paradoxe qui consiste donc à vouloir de plus en plus d'armes pour ne pas avoir à les utiliser.

Un paradoxe poussé d'ailleurs à son paroxysme quand on y ajoute les armes nucléaires qui, d'après les justifications de leur existence, visent à « sanctuariser » les territoires des États qui en sont dotés. Manifestement, ces armes atomiques ne servent donc décidément à rien si elles n'empêchent le « réarmement » en cours dans nos pays qui vise principalement à se prémunir (nous et nos alliés européens ou de l'OTAN) contre une attaque de la Russie.

Cette militarisation accélérée servira bien sûr aussi à autre chose que la dissuasion. Il faut, pour s'en faire une idée, lire les documents stratégiques de la Belgique, de l'Union européenne et de l'OTAN. Ils parlent par exemple de projection de puissance, de « compétition stratégique », d'« approche à 360° de la sécurité », de « protection de notre prospérité et de notre mode de vie ».

Ces armes seront aussi utilisées dans les guerres futures de la Belgique, comme elles l'ont été en Yougoslavie, en Serbie, en Afghanistan, en Libye, en Irak, en Syrie, au Mali, en Mer Rouge, etc., au cours de l'histoire expéditionnaire récente de notre pays. Des campagnes qui se sont d'ailleurs toutes révélées désastreuses. Comme le seront très certainement les suivantes, même si l'on nous promet toujours, et depuis longtemps, qu'elles seront plus propres, moins meurtrières, plus efficaces.

Ces armes ne seront donc pas, loin de là, utilisées pour la défense stricte de notre territoire contre une agression armée extérieure. La seule défense qui soit acceptable et reconnue par le droit international.

Elles approfondiront davantage la conflictualité internationale alors que la recherche de notre réelle sécurité commande urgemment aux États de collaborer afin d'affronter ensemble les défis communs, au premier rang desquels le dérèglement du climat, la menace atomique ou… les conséquences des guerres.

Une collaboration qui peut et doit engager une dynamique vertueuse, réellement sécurisante, où les États sont à nouveau capables de considérer que leur sécurité, notre sécurité, est interdépendante et qu'elle ne peut s'envisager au détriment de celle de l'autre. #

(*) Chargé de recherche et de plaidoyer à la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD)

6. Je ne parle pas ici de l'agression russe de l'Ukraine même si des liens sont faits chez certains entre la nécessité de notre réarmement et le soutien à l'Ukraine. Les deux problématiques ne sont pas liées. On peut vouloir continuer de soutenir militairement l'Ukraine sans appuyer une augmentation structurelle du budget de l'armée.